

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/522
9 mars 1951
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Distr.double

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Septième session

ANNUAIRE DES DROITS DE L'HOMME

Mémoire du Secrétaire général

Table des matières

	<u>Page</u>
Programme proposé pour les futurs Annuaire des droits de l'homme...	2
Annexe A - Plan proposé pour les Annuaire des droits de l'homme 1951 à 1955	6
Annexe B - Droits et groupes de droits ne figurant pas dans le plan proposé par le Secrétaire général pour les Annuaire des droits de l'homme de 1951 à 1955	11

Programme proposé pour les futurs Annuaire des droits de l'homme

1. Dans sa résolution 303 H (XI), le Conseil économique et social a invité le Secrétaire général à continuer chaque année la composition et la publication de l'Annuaire des droits de l'homme. En outre, cette résolution pose certains principes nouveaux sur lesquels il y aura lieu de se fonder à l'avenir pour la composition des Annuaire; les alinéas a) et b) renferment les dispositions précises que voici :

a) Chaque volume de l'Annuaire sera un recueil relatif à l'application et, dans la mesure où ce sera nécessaire, à l'évolution, dans le plus grand nombre de pays possible, d'un des droits, ou d'un des groupes de droits étroitement apparentés, qu'énonce la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce recueil sera composé d'après les renseignements fournis par les gouvernements; il pourra comprendre des résumés de ces renseignements rédigés par le Secrétaire général, et s'appuiera sur des références aux lois promulguées et aux autres sources qui font autorité;

b) A cette fin, le Secrétaire général tracera, pour le soumettre à l'examen de la Commission des droits de l'homme, un plan qui indiquera, plusieurs années à l'avance, celui des droits ou des groupes de droits que l'annuaire devra étudier chaque année.

Cette résolution dispose en outre que l'Annuaire continuera de signaler les faits nouveaux, d'ordre international et national, relatifs aux droits de l'homme.

2. Le Secrétaire général a entrepris de s'acquitter des tâches qu'entraîne la mise en vigueur de l'alinéa b) de la résolution citée ci-dessus, mais il a éprouvé quelques difficultés à choisir, parmi plusieurs critères possibles, ceux qu'il y aurait lieu d'employer pour fixer, un certain nombre d'années à l'avance, à partir la publication de l'Annuaire de 1951 l'ordre dans lequel les droits **devraient être** étudiés. Avant de présenter ses propres suggestions, le Secrétaire général juge utile d'appeler l'attention de la Commission sur un certain nombre de critères possibles.

3. Le choix pourrait se fonder sur l'opportunité. Un droit, ou un groupe de droits, recevrait la priorité si sa mise en oeuvre ou son étude faisait l'objet des travaux courants d'un organe des Nations Unies. Ainsi, à l'heure actuelle, l'ordre du jour provisoire de la septième session de la Commission des droits de l'homme prévoit, outre l'étude du projet de Pacte international relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en oeuvre, l'examen de la question des droits des vieillards, de la question du droit d'asile, de la question de la liberté de

choisir un époux etc. ... ainsi que de la question de la validité des traités et déclarations relatifs aux minorités. D'autres organes étudient la liberté de l'information, d'autres encore, le droit d'association (droits syndicaux), le travail forcé et l'esclavage.

4. Il y aurait un autre critère possible; la Commission pourrait décider de donner la priorité aux droits ou groupes de droits proclamés dans la Déclaration universelle qui jusqu'ici n'ont pas été spécialement étudiés par l'Organisation des Nations Unies mais qui retiendront probablement d'ici peu l'attention de certains organes des Nations Unies. Ainsi la Commission voudra peut-être donner la priorité à des études concernant le droit à l'inviolabilité du domicile, au secret de la correspondance, ou le droit au repos et aux loisirs.

5. La Commission pourrait également adopter un critère négatif et décider, par exemple, de ne pas donner priorité à l'étude de droits au sujet desquels l'Organisation des Nations Unies ou certaines institutions spécialisées ont récemment demandé ou demandent actuellement des renseignements. On se souviendra, par exemple, que l'Organisation des Nations Unies a récemment publié, au sujet de la liberté de l'information, un ouvrage en deux volumes: le volume I contient les observations des gouvernements, le volume II renferme des textes communiqués par les gouvernements. L'Organisation des Nations Unies vient également de publier une analyse des conflits de lois dans le domaine de la nationalité de la femme mariée ainsi qu'un recueil de textes législatifs et constitutionnels relatifs à la nationalité de la femme mariée. Récemment encore, les gouvernements ont été invités à répondre à un questionnaire sur l'esclavage et l'Organisation reçoit actuellement des exposés des gouvernements concernant certains aspects de la question de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. On peut toutefois signaler que, dans la plupart des cas, les renseignements sur la mise en oeuvre et l'évolution de certains droits ou groupes de droits étroitement apparentés, que nécessitera, à l'avenir, la préparation des Annuaires, différeront sensiblement des compilations fournies en réponse aux questionnaires du type mentionné ci-dessus. Les renseignements qui seraient fournis par l'Annuaire pourraient même augmenter la valeur des réponses antérieures des gouvernements.

6. La Commission aurait intérêt à se souvenir que, le 10 décembre 1950, à l'occasion de la célébration annuelle de la Journée des droits de l'homme, le

Président de l'Assemblée générale a insisté sur certains droits qu'il considérait comme particulièrement importants dans les circonstances actuelles. Parmi ces droits, énoncés à l'article premier et aux articles 5, 14, 21 et 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, figuraient : l'égalité de tous les êtres humains en dignité et en droits; l'interdiction de la torture et de tous traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants; le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile devant la persécution; le droit de prendre part à la direction des affaires publiques du pays dont on est ressortissant, la volonté du peuple étant considérée comme le fondement de l'autorité des pouvoirs publics; le droit à la sécurité sociale.

7. Le Secrétaire général sait fort bien que les paragraphes précédents ne donnent pas une liste complète des critères qui pourraient servir à l'établissement d'un ordre de priorité pour l'étude des droits de l'homme. Il se peut que certains membres de la Commission veuillent proposer d'autres critères. Qui plus est, le Secrétaire général sait bien que le choix d'un critère n'implique pas nécessairement l'ignorance ou le refus des autres. Ainsi il pourrait être utile d'obtenir des renseignements sur un droit donné, parce que l'Organisation ne l'a guère étudié jusqu'ici et parce qu'elle a récemment décidé d'inscrire la question de l'observation de ce droit à l'ordre du jour de l'un de ses organes. Il se pourrait donc que, dans son choix, la Commission adopte plusieurs critères.

8. Après avoir soigneusement étudié l'ensemble du problème, le Secrétaire général a été amené à conclure que le critère le plus utile serait probablement celui de l'opportunité. Il estime que, si l'Organisation des Nations Unies adopte ce critère, il lui sera beaucoup plus facile de fournir, au sujet du respect des droits de l'homme sur le plan national, des renseignements qui pourraient être extrêmement précieux pour les personnes qui envisagent, à cet égard, une action internationale. Les renseignements demandés dans la résolution 303 H (XI) au sujet de certains droits et groupes de droits représenteront beaucoup plus qu'une simple énumération de dispositions constitutionnelles et législatives; les études détaillées qu'entraîne la préparation de ce recueil fourniront une aide précieuse aux organes des Nations Unies qui se consacrent à l'étude de ces droits. Qui plus est, si les annuaires sont préparés à l'avenir **selon** ces principes, ils seront particulièrement utiles aux érudits, aux spécialistes des questions internationales, aux journalistes, aux professeurs et, d'une

façon générale, aux lecteurs qui désirent suivre d'une façon intelligente les questions relatives aux droits de l'homme dont les organes des Nations Unies sont saisis à un moment donné. C'est donc sur le critère de l'opportunité que le Secrétaire général s'est fondé pour proposer une liste des droits à étudier de 1951 à 1955; il a indiqué pour chaque droit les raisons précises qui l'ont amené à donner priorité au droit en question (Annexe A).

9. On verra que le Secrétaire général a dressé deux listes concernant les droits et groupes de droits à étudier de 1951 à 1955. La première liste énumère les droits individuels et politiques, la deuxième les droits économiques, sociaux et culturels. L'ordre dans lequel ces listes sont présentées n'indique aucune préférence de la part du Secrétaire général. La Commission peut décider soit de donner priorité à la première ou à la deuxième de ces listes, soit de les combiner d'une façon ou d'une autre et d'indiquer un plan général des travaux pour la période de dix ans qui s'écoulera de 1951 à 1960.

10. Une autre considération vaut d'être signalée. La résolution 303 H (XI) du Conseil économique et social, qui régit la préparation des futurs Annuaire, mentionne "l'un des droits ou l'un des groupes de droits étroitement apparentés qu'énonce la Déclaration universelle des droits de l'homme". L'étude de la Déclaration elle-même montre que ses auteurs ont adopté le principe que certains droits sont naturellement apparentés; certains articles concernent ce qu'on pourrait appeler une famille de droits. La résolution citée semble indiquer que le Conseil a l'intention d'étendre l'application de ce principe; on pourrait, au besoin, grouper les droits qui sont mentionnés dans plusieurs articles. L'un des avantages de cette méthode serait de donner à chaque compilation une base plus large. Elle permettrait en outre de passer en revue dans un délai raisonnable la plupart des droits énoncés dans la Déclaration universelle.

11. La Commission voudra peut-être adopter d'autres critères ou choisir d'autres droits lorsqu'elle arrêtera les dispositions touchant la préparation des futurs annuaires; l'annexe B donne une liste des droits énoncés dans la Déclaration et ne figurant pas sur la liste du Secrétaire général.

ANNEXE A

PLAN PROPOSE POUR LES ANNUAIRES DES DROITS DE L'HOMME DE 1951 A 1955

I. Droits de l'individu et droits politiques

1951. Egalité devant la loi; droit pour tous, sans distinction, à une égale protection de la loi; droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la Déclaration universelle et contre toutes provocations à une telle discrimination.

Le principe de non discrimination figure dans la Charte des Nations Unies et il est énoncé à l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En outre, l'article 7 de la Déclaration mentionne expressément le droit à la protection contre toute discrimination et réaffirme le principe de l'égalité devant la loi. L'importance du problème de la discrimination en ce qui concerne la question générale du respect des droits de l'homme n'a cessé d'être soulignée dans les débats que maints organes des Nations Unies ont consacrés aux droits de l'homme.

1952. Inviolabilité du domicile, du secret de la correspondance, interdiction de toute immixtion arbitraire dans la vie privée et de toute atteinte à l'honneur et à la réputation de l'individu.

Les droits appartenant à ce groupe qui sont énoncés à l'article 12 de la Déclaration universelle, figurent déjà en partie dans le projet de pacte et en partie dans des articles supplémentaires proposés par plusieurs gouvernements.

1953. Liberté de choisir un époux; droit pour les époux de ne conclure mariage qu'avec leur libre et plein consentement; droit de se marier et de fonder une famille sans restriction quant à la race, la nationalité ou la religion; égalité de droits du mari et de la femme au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution; protection de la famille par la société et par l'Etat.

L'opportunité de l'étude de ce groupe de droits fondés sur l'article 16 de la Déclaration universelle, est démontrée par le fait que l'examen de certains de ces droits est prévu à l'ordre du jour provisoire de la septième session de la Commission des droits de l'homme, où ces questions ont été inscrites sur l'initiative de la Commission de la condition de la femme et en vertu d'une décision du Conseil économique et social. La question de l'égalité des droits du mari et de la femme au regard du

mariage durant le mariage et lors de sa dissolution sera étudiée par la Commission de la condition de la femme à sa cinquième session et le Secrétaire général prépare, en se fondant sur les renseignements fournis par des organisations non gouvernementales, un rapport préliminaire sur la situation respective de l'homme et de la femme au point de vue de la législation familiale.

1954. Droit de circuler librement et de choisir sa résidence, droit de quitter tout pays, notamment le pays d'origine, et d'y revenir, droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile dans d'autres pays, devant la persécution; interdiction de l'exil arbitraire.

Ce groupe de droits est énoncé aux articles 13 et 14 ainsi qu'au dernier paragraphe de l'article 9 de la Déclaration universelle. C'est une question qui, sous différents aspects, retient l'attention des Nations Unies depuis la fondation de l'Organisation. Il existe en effet d'importants groupes d'émigrants de toutes catégories, de réfugiés en quête d'asile et d'apatrides, pour lesquels il a fallu élaborer des mesures spéciales de protection. L'étude de l'un des droits appartenant à ce groupe, le droit d'asile, figure à l'ordre du jour de la Commission des droits de l'homme. Plusieurs gouvernements et une institution spécialisée ont proposé d'énoncer le droit d'asile dans le projet de pacte international relatif aux droits de l'homme.

1955. Droit de prendre part à la direction des affaires publiques soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis; organisation d'élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, suffrage universel égal et au vote secret; droit d'accéder aux fonctions publiques dans des conditions d'égalité.

Les droits appartenant à ce groupe sont énoncés à l'article 21 de la Déclaration universelle. La Commission des droits de l'homme les étudiera en examinant les propositions de différents gouvernements, qui demandent que ce groupe de droits soit énoncé dans un article supplémentaire du pacte. En outre, l'opportunité de l'étude de ce groupe est bien démontrée par le vif intérêt que la Commission de la condition de la femme porte à la question des droits politiques de la femme. A sa quatrième session, la Commission a adopté une résolution invitant le Secrétaire général à rédiger une convention qui garantirait aux femmes des droits égaux à ceux des hommes. L'ordre du jour de la cinquième session de la Commission de la condition de la femme prévoit l'examen d'un projet de convention, et il est vraisemblable que le Conseil économique et social sera invité à prendre de nouvelles mesures pour assurer la mise en vigueur d'une convention de ce genre.

II. Droits économiques, sociaux et culturels.

1951. Droit de la maternité et de l'enfance à une assistance spéciale; droit de tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors du mariage, à la même protection sociale.

Ces droits économiques et sociaux sont énoncés au paragraphe 2 de l'article 25 et à l'article 2 de la Déclaration universelle. Leur étude est particulièrement opportune étant donné que, depuis 1946, la Commission des questions sociales examine et prépare un projet de déclaration des droits de l'enfant, formulée par les Nations Unies. Ce projet de déclaration a été communiqué au Conseil économique et social qui, à sa onzième session, a prié la Commission des droits de l'homme de l'examiner. On peut également signaler que, depuis cinq ans, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées s'occupent de façon concrète de la protection des enfants déplacés, indigents et sous-alimentés du fait de la guerre et de ses conséquences. Quelques-uns des renseignements que l'Organisation doit demander au sujet de ce groupe de droits ont trait à la condition des enfants nés hors du mariage; en effet, la Déclaration universelle proclame que tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors du mariage, jouissent de la même protection sociale, et l'article 2 interdit toute discrimination fondée sur la naissance ou sur toute autre situation.

1952. Liberté d'association en général et droit de fonder des syndicats et de s'y affilier pour la protection des intérêts individuels.

Ces droits sont énoncés respectivement à l'article 20 et au paragraphe 4 de l'article 23 de la Déclaration universelle. Le texte du projet de pacte établi à la sixième session énonce à l'article 16 le droit d'association. La Commission des droits de l'homme sera saisie de plusieurs propositions tendant à faire figurer dans le projet de pacte des articles concernant spécialement les droits syndicaux. On se souviendra en outre qu'à la suite de l'initiative du Conseil économique et social, la Conférence internationale du travail a adopté des conventions internationales à cet égard et le Conseil d'administration du Bureau international du travail a créé, en son nom propre et au nom des Nations Unies, une Commission d'investigation

et de conciliation en matière de liberté syndicale, dont le Conseil économique et social a accepté les services au nom de l'Organisation des Nations Unies. A sa douzième session, le Conseil économique et social a adopté un certain nombre de décisions concernant des plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux. On constatera que ce groupe de droits est traité dans la Déclaration universelle en partie comme droits individuels (liberté d'association: article 20) et en partie comme droits économiques et sociaux (droits syndicaux: article 23, paragraphe 4).

1953. Droit à l'éducation, principes suivant lesquels l'enseignement technique et professionnel doit être généralisé; l'accès aux études secondaires et supérieures doit être ouvert, en pleine égalité, à tous en fonction du mérite; les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.

Ces droits sont énoncés à l'article 26 de la Déclaration universelle. La Commission sera saisie de cette question à sa septième session, plusieurs gouvernements ayant proposé que tous ces droits ou quelques-uns d'entre eux figurent dans le projet de pacte. Quant à la nécessité d'assurer aux hommes et aux femmes d'égales possibilités en matière d'instruction, la Commission de la condition de la femme l'a soulignée à toutes ses sessions; dans les rapports annuels qu'elle prépare en collaboration avec l'UNESCO, le Secrétaire général a signalé certains progrès vers l'égalité en matière d'instruction.

1954. Droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte des moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de la volonté de l'intéressé.

Ce groupe de droits est énoncé à l'article 22 et au paragraphe 1 de l'article 25. Ces droits comptent parmi les plus importants des droits économiques et sociaux dont l'insertion dans le pacte a été recommandée; ils concernent donc directement les travaux de la Commission des droits de l'homme.

1955. Droit à un salaire égal pour un travail égal.

Ce droit est énoncé au paragraphe 2 de l'article 23 de la Déclaration universelle. Dans la mesure où il s'agit d'égalité entre les travailleurs masculins et féminins, la question a figuré à l'ordre du jour de plusieurs sessions du Conseil économique et social et de la Commission de la condition de la femme; il est probable qu'elle figurera encore à l'ordre du jour des sessions à venir. La question de l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, qu'il soit accompli par un homme ou par une femme, figure à l'ordre du jour de la 33ème session de la Conférence internationale du travail qui doit se réunir en 1951 et adopter une convention ou une recommandation. Toutefois, le droit à un salaire égal pour un travail égal dépasse la question de l'égalité de rémunération entre la main-d'oeuvre masculine et la main-d'oeuvre féminine. Il exclut en effet toute différence de traitement ou salaire fondée sur la race, la couleur, la nationalité ou sur toute autre considération. La Commission des droits de l'homme est saisie à sa septième session d'un certain nombre de propositions tendant à faire figurer ce droit dans le projet de Pacte international relatif aux droits de l'homme.

ANNEXE B

DROITS EN GROUPE DE DROITS NE FIGURANT PAS DANS LE PLAN
PROPOSE PAR LE SECRETAIRE GENERAL POUR LES ANNUAIRES DES
DROITS DE L'HOMME DE 1951 A 1955

I - Droits individuels et droits politiques.

Droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne; interdiction de l'esclavage, de la traite des esclaves et de la servitude.

Interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Droit que chacun a de voir reconnaître sa personnalité juridique.

Interdiction de toute arrestation ou détention arbitraire; droit d'être entendu équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial qui décidera, soit des droits et obligations d'un individu, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre lui; droit d'être présumé innocent jusqu'à ce que la culpabilité ait été prouvée, nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege.

Droit pour tout individu d'avoir une nationalité et d'en changer, interdiction de priver arbitrairement un individu de sa nationalité.

Droit à la propriété individuelle et collective; interdiction de priver arbitrairement un individu de sa propriété.

Droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Droit à la liberté d'expression.

Droit à la liberté de réunion pacifique.

II. Droits économiques, sociaux et culturels

Droit de travailler, de choisir librement un emploi, et de bénéficier des conditions de travail équitables et favorables.

Droit au repos et aux loisirs, à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques.

Droit à un niveau de vie suffisant pour l'individu et sa famille, notamment en ce qui concerne l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux et les services sociaux nécessaires.

Droit pour tout individu de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique.

Droit à la protection des intérêts qui découlent pour les auteurs de toute production scientifique ou artistique.
